



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU RHONE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le 10 SEP. 2014

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement

Dossier suivi par Ghislaine BENSEMHOUN

☎ : 04 72 61 37 81

✉ : ghislaine.bensemhoun@rhone.gouv.fr

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

*Le Préfet de la Zone de Défense et de
Sécurité Sud-Est
Préfet de la Région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur,*

VU le code de l'environnement, notamment, les articles L 171-8, R 512-33, R 541-43, R 541-46 et R 541-53 ;

VU l'arrêté ministériel du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R 541-43 et R 541-46 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712.1° (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 décembre 1987 régissant le fonctionnement des activités de la société PURFER dans son établissement situé ZI Nord Est 338, rue Camille Desmoulins à VILLEFRANCHE-SUR-SAONE ;

VU l'arrêté préfectoral du 17 septembre 2012 portant renouvellement de l'agrément de la société PURFER pour effectuer des opérations de stockage, dépollution, démontage et découpage dans son centre VHU situé 338, rue Camille Desmoulins à VILLEFRANCHE-SUR-SAONE ;

VU la déclaration en date du 8 avril 2011, complétée le 30 mai 2011, effectuée par la société PURFER au titre des rubriques de la nomenclature n°s 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2718 et 2791 consécutivement à la modification de la nomenclature des installations classées intervenue par décret du 13 avril 2010 ;

VU le courrier adressé à l'exploitant le 6 août 2014 en application des dispositions de l'article L 514-5 du code de l'environnement ;

../..

VU le rapport du 6 août 2014 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

CONSIDERANT qu'une visite de l'établissement exploité par la société PURFER à VILLEFRANCHE-SUR-SAONE a permis à l'inspection des installations classées de constater les irrégularités suivantes :

- un dépôt de copeaux et tournures de métaux en vrac souillés par de l'huile de coupe est stocké sur une aire imperméabilisée qui n'est pas en forme de cuvette de rétention (point 2.3 de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 18 décembre 1987),
- le stockage central extérieur de déchets de métaux a une hauteur supérieure à 3 mètres, avoisinante de 7 mètres, sur une surface importante (point 2.5 de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 18 décembre 1987),
- aucun bassin ou citerne d'un volume minimal de 100 litres par mètre carré de surface collectée, destiné à récupérer les eaux pluviales, eaux de lavage et tous liquides qui seraient accidentellement répandus sur les emplacements spéciaux, n'a été mis en place (point 5.1.4 de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 18 décembre 1987),
- aucune analyse des effluents aqueux rejetés, après passage par les séparateurs d'hydrocarbures, n'est réalisée (point 5.4 de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 18 décembre 1987 et article 33 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012),
- les registres des déchets entrants et sortants ne mentionnent pas le numéro de récépissé du transporteur (article 1^{er} et 2 de l'arrêté ministériel du 29 février 2012),
- certains déchets dangereux tels des accumulateurs au plomb ont été acceptés alors que le site n'est pas autorisé pour stocker ce type de déchets ;

CONSIDERANT, par ailleurs, que la déclaration du 4 mai 2011 susvisée a fait apparaître que d'autres modifications ont été apportées aux activités du site de VILLEFRANCHE-SUR-SAONE, à savoir :

- l'exploitation d'une nouvelle installation de collecte apportée par le producteur initial (rubrique n° 2710),
- l'exploitation d'une nouvelle installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux (batteries ou moteurs thermiques), la quantité de déchets susceptibles d'être présente dans l'installation étant supérieure à 1 tonne (rubrique n° 2718) ;

CONSIDERANT donc que la société PURFER ne respecte pas, pour l'exploitation de ses installations de VILLEFRANCHE-SUR-SAONE, les prescriptions des points 2.3.1 (Emplacements spéciaux), 2.5 (Hauteur des stockages extérieurs), 5.1.4 (Collecte - Pollution des eaux) de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 18 décembre 1987 susvisé, de l'article 33 (Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée) de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 précité et des articles 1 et 2 de l'arrêté ministériel du 29 février 2012 modifié visé ci-dessus ;

CONSIDERANT, de plus, que les modifications apportées aux activités de l'établissement n'ont pas fait l'objet de la déclaration réglementaire, et que, par conséquent, la société PURFER ne respecte pas, également, les dispositions prévues à l'article R 512-33 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT, en outre, que le fonctionnement de cet établissement dans des conditions irrégulières peut présenter des inconvénients pour l'environnement ;

CONSIDERANT, dans ces conditions, qu'il convient d'inviter la société PURFER à respecter strictement toutes les dispositions réglementaires rappelées ci-dessus ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement ;

SUR la proposition de la directrice départementale de la protection des populations ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1er : La société PURFER, ZI Nord Est, 338, rue Camille Desmoulins à VILLEFRANCHE-SUR-SAONE, est mise en demeure de respecter strictement les prescriptions des points 2.3.1 (Emplacements spéciaux), 2.5 (Hauteur des stockages extérieurs), 5.1.4 (Collecte - Pollution des eaux) de l'article 1er de l'arrêté préfectoral du 18 décembre 1987 susvisé, de l'article 33 (Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée) de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 précité, des articles 1 et 2 de l'arrêté ministériel du 29 février 2012 modifié visé ci-dessus et de l'article R 512-33 du code de l'environnement.

A cet effet l'exploitant devra :

➤ *immédiatement*, cesser l'acceptation, sur son site, de déchets dangereux autres que les véhicules hors d'usage non dépollués,

➤ *sous un mois* :

- ramener à 3 mètres la hauteur des stockages extérieurs,
- réaliser un programme de surveillance de ses rejets dans l'eau définissant la périodicité et la nature des contrôles ; ce plan de surveillance devra être soumis à l'approbation de l'inspection des installations classées,
- compléter les registres des déchets entrants et sortants par le numéro de récépissé du transporteur,

➤ *sous trois mois* ;

- créer des aires spéciales imperméables et en forme de cuvette de rétention, nettement délimitées et réservées pour les dépôts des copeaux, tournures, pièces, matériels, etc., enduits de graisses, huiles, produits pétroliers, produits chimiques divers etc.,
- installer un bassin ou une citerne ayant un volume minimal de 100 litres par mètre carré de surface collectée, destiné à récupérer les eaux pluviales, eaux de lavage et tous liquides qui seraient accidentellement répandus sur les emplacements spéciaux,
- fournir un dossier de modifications comportant tous les éléments d'appréciation nécessaires, et en particulier, une actualisation de l'étude d'impact et de l'étude de dangers du dossier d'autorisation initial ainsi que des plans des limites de l'exploitation et des aménagements actuels.

ARTICLE 2 : Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

ARTICLE 3 : Délai et voie de recours (article L 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4 : La secrétaire générale de la préfecture, le sous-préfet de Villefranche-sur-Saône, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Rhône-Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au député-maire de VILLEFRANCHE-SUR-SAONE,
- à l'exploitant.

Lyon, le

00 SEP. 2014

Le Préfet,

Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale,

Isabelle DAVID